

Siège social: 15 rue de l'Aumônerie
49080 BOUCHEMAINE

contact@demains.org
www.demains.org



N° 17 – Février 2020

Regards sur l'Inde aujourd'hui

Première Partie

Narendra Modi, premier ministre, le nationalisme hindou au pouvoir

Il est bien loin le temps où Gandhi, homme politique et religieux indien, oeuvra pour l'indépendance de l'Inde par la non-violence. Celle-ci a été proclamée le 15 août 1947, avec pour corollaire la partition de l'ancien territoire britannique entre le Pakistan musulman et l'Inde hindoue. Gandhi était contre la partition et fit tout pour convaincre hindous et musulmans de déposer les armes et pour rapprocher les communautés. Ce fut un échec. Le 30 janvier 1948, il meurt, victime d'un extrémiste qui souhaitait la création d'un État hindou, l'Hindoustan, au lieu de l'Inde laïque et multiconfessionnelle.

Dominique Levesque retrace dans le présent journal l'évolution politique de l'Inde de l'Indépendance à aujourd'hui. Le contexte politique a été marqué à jamais par la partition déterminée sur des critères religieux. Cela n'a fait que renforcer au fil des années l'opposition entre Indiens musulmans et hindous et a favorisé l'émergence de mouvements nationalistes intégristes hindous.

L'histoire se renouvelle et se répète. En mai 2019, le BJP, parti du peuple indien de Narendra Modi, gagne les élections triomphalement pour la deuxième fois. Son programme idéologique dénommé « Hindutva » promeut le suprématisme des hindous en Inde. L'étau se resserre autour des musulmans. L'Inde suit ainsi une trajectoire de plus en plus fréquente dans le monde, à savoir la détention du pouvoir en utilisant des moyens populistes, en jouant sur les émotions, le patriotisme, la sécurité nationale ou l'immigration.

Heureusement l'opposition existe toujours au sein de la classe politique et de de la population civile, notamment la jeunesse, comme le prouve les deux articles joints au présent journal. L'esprit de Gandhi perdure pour une Inde démocratique et multiconfessionnelle. C'est bien là un message d'espoir.

Bonne lecture

Hélène LIABEUF

Résumé de l'évolution politique de l'Inde de l'Indépendance à aujourd'hui (1947 - 2019)

Le contexte politique qui a conduit en mai 2019 à la réélection comme premier ministre de l'Inde, de Narendra Modi soutenu par son parti, le *Bharatiya Janata Party* (BJP, Parti du peuple indien) devenu largement majoritaire au *Lok-Sabha*

(Assemblée du Peuple), est l'aboutissement d'une évolution considérable de la société indienne depuis l'indépendance, le 15 Août 1947.



Indira Gandhi et son père Jawaharlal Nehru

Pendant les 30 années qui suivent, l'Inde est gouvernée par les premiers ministres Jawaharlal Nehru (1947-1964), Lal Bahadur Shastri (1964-1966), puis Indira Gandhi, fille de Nehru (1966-1977), soutenus par leur parti, le Congrès national indien, dit Congrès. Le Congrès, qui a eu dès la fin du 19^e siècle un rôle majeur dans la lutte politique pour mettre fin à la colonisation britannique, est un parti d'intellectuels, de membres des professions libérales et de notables. Si au moment de l'indépendance, une large part des membres du Congrès sont favorables aux principes démocratiques et laïcs (absence de discrimination fondée sur la religion, la race, la caste, le genre...) et aux principes économiques socialistes (réforme agraire, planification étatique...), le poids des notables limite leur mise en œuvre, en particulier pour la réforme agraire. Le Congrès et ses dirigeants réussissent

néanmoins, en dépit des spécificités culturelles et linguistiques des différents États régionaux, à donner une réalité à l'État fédéral indien et à susciter un sentiment largement partagé par les Indiens de l'unité nationale. Pour le situer selon les catégories politiques françaises, le Congrès est un parti de centre-gauche, mais socialement conservateur du fait de l'importance parmi ses membres des notables locaux traditionnels, ceux-ci lui assurant, par leur rôle et leur influence dans la société, une base électorale stable durant les 3 décennies qui suivent l'indépendance.

Dans le milieu des années 70, la politique économique d'Indira Gandhi suscite des protestations qu'elle tente de contrôler en instituant l'état d'urgence. Et, en 1977, le Congrès perd les élections. Mais la coalition victorieuse rassemblée sous le nom de

Janata Party se désagrège rapidement, divisée, tant sur les questions religieuses (interdiction des conversions, par ex.) que sur les questions économiques (discrimination positive en faveur des castes inférieures, par ex.) et de nouvelles élections ont lieu en 1980, gagnées par le Congrès.

Durant les années qui suivent, les dirigeants indiens prennent conscience que la politique étatique et relativement autarcique, menée jusque-là, ne permettra pas un développement économique rapide du pays. L'Inde s'engage alors dans un ensemble de réformes mettant fin au contrôle de l'État sur une grande part de l'économie et favorisant l'ouverture aux investissements étrangers. Des années 80 au début des années 2000, en dépit d'une alternance au fil des élections entre gouvernements du Congrès et gouvernements de coalition, une politique

économique libérale est menée ; elle se poursuit très activement durant les dix années (2004 -2014) du gouvernement du Congrès dirigé par le premier ministre Manmohan Singh.

Autre élément majeur de la transformation sociale et politique de l'Inde : la population du pays a augmenté d'un facteur 3.5 depuis l'indépendance, passant de 360 millions à environ 1,3 milliards. Une des réussites de l'Inde est d'avoir développé sa production agricole à la mesure de cet accroissement. Une autre dans le domaine de l'enseignement est l'augmentation du niveau d'alphabétisation ainsi que le développement d'enseignements secondaire et supérieur de très grande qualité (ce qui a pour effet de favoriser le "brain drain" indien vers le monde anglo-saxon).

Résumé de l'évolution des relations de l'Inde avec les pays voisins



La contexte politique intérieur de l'Inde depuis l'indépendance, est profondément marqué par l'évènement dramatique de la partition de l'Inde britannique coloniale qui aboutit à la création du Pakistan en 1947. Cette partition, déterminée sur des critères religieux, renforce les oppositions et discriminations anciennes entre Indiens hindous et Indiens musulmans. La partition

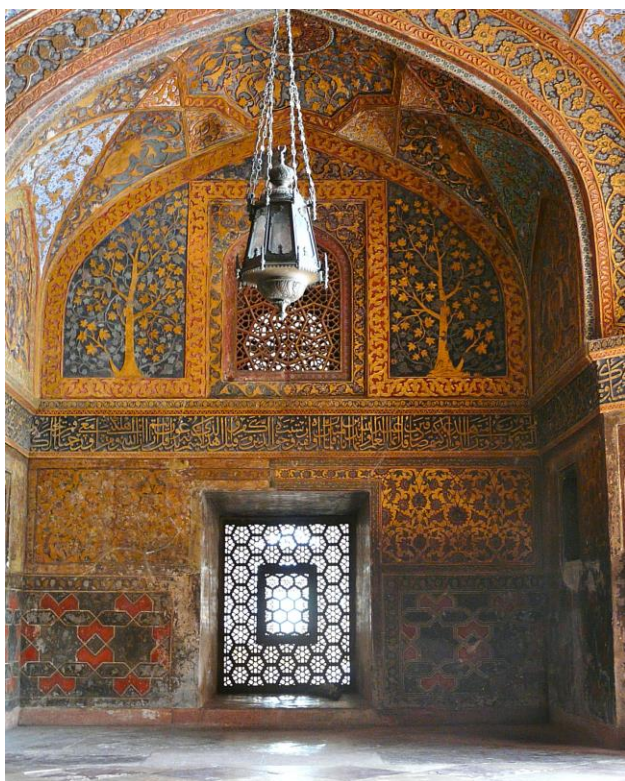
mènera à trois guerres entre l'Inde et le Pakistan dont les deux premières en 1947 et 1965 furent suscitées par la revendication des deux États de contrôler le Cachemire. Une rivalité qui, en dehors des périodes de guerre ouverte, se traduit par d'incessants incidents meurtriers sur la ligne de cessez-le-feu, des attentats terroristes et, dans la partie indienne du Cachemire, par des

affrontements violents entre les Cachemiris musulmans et la police et les forces armées indiennes.

Autre conflit frontalier, le tracé de la frontière entre l'Inde et le Tibet datant de l'époque coloniale britannique est contesté depuis 1959 par la Chine. En 1962, cette contestation a conduit à un conflit entre les armées indienne et chinoise, dont l'issue fut, sur le plan militaire, à l'avantage des Chinois. Enfin, un sujet de friction et conflit avec la communauté internationale, notamment les États-Unis, est l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Inde, marquée par les essais effectués en 1974 et 1998.

La persistance du conflit indo-pakistanaï favorise l'emprise sur la société indienne des mouvements nationalistes intégristes hindous, dont le *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS - Organisation des volontaires nationaux), qui visent à marginaliser la communauté musulmane et ses contributions culturelles. Les manifestations et provocations de ces mouvements vis à vis des musulmans suscitent en Inde des émeutes faisant des milliers de morts et de violentes protestations dans nombre de pays musulmans. Venger les victimes de ces émeutes sera l'un des prétextes déclaré des attentats terroristes en Inde, notamment de ceux ayant eu lieu à Bombay en 1993.

La montée de l'idéologie nationaliste



L'Inde musulmane, mausolée d'Akbar (17^e s.)

Après des siècles de prééminence musulmane dans le gouvernement des États indiens, puis de domination coloniale britannique, va se développer, dans le contexte des mouvements de protestation

contre cette dernière au cours des années 1920, une idéologie nationaliste hindoue dont le but déclaré est de rendre aux Indiens hindous leur suprématie passée.

La publication en 1923 du livre de Vinayak Damodar Savarkar : *Hindutva, who is hindu ?* – titre que l'on peut traduire par : *Hindouité, qui est hindou ?* – est une référence dans la montée de cette idéologie nationaliste. Le terme *Hindutva* a en effet pour les mouvements nationalistes hindous une signification culturelle et sociale, plus large que la seule référence à la religion, en ce sens que ces mouvements visent à promouvoir une Hindu Rahstra, une nation hindoue, faisant de l'Inde un pays homogènement régi par la culture, les rites et observances traditionnels hindous.

C'est dans la ligne de cet ouvrage que sera fondé en 1925 le RSS. Ce mouvement est dès son origine fortement structuré en antennes locales dites *shakka* (branches).

Il organise pour ses permanents des camps de formation et d'entraînement où règne une discipline quasi militaire ; il recrute ses membres sans distinction de caste pour favoriser une conscience nationaliste et un sentiment de solidarité supposés manquer à la communauté indienne hindoue. Pour Madhav Sadashiv Golwalkar qui prit la direction du RSS en 1939, le modèle est l'Allemagne des années 30 ; il conteste la viabilité des nations multiculturelles et les idées démocratiques du Congrès soutenues par Gandhi, notamment qu'une nation est composée par ceux qui y vivent. En 1947, le RSS qui compte selon ses dires 600 000 *sakkha*, est impliqué dans les violences entre musulmans et hindous lors de la partition Inde-Pakistan, partition que, par ailleurs, le mouvement condamne. Cette opposition conduira Nathuram Godse, un ancien volontaire du RSS, à assassiner Gandhi le 30 janvier 1948.

Momentanément interdit par Nehru, le RSS élabore de nouveaux statuts, redevient légal en 1949 et ne légitime plus depuis aucun recours à la violence. Entre 1950 et 1990, le RSS crée divers mouvements affiliés : un syndicat étudiant, un syndicat ouvrier, une association caritative, des associations comme le *Vishva Hindu Parishad* (VHP, Organisation hindoue universelle) destiné à contrecarrer l'influence des missions chrétiennes, le *Bajrang Dal* (Parti d'Hanuman) en 1984 et son pendant féminin les *Durga Vahini* (Brigades de Durga), tous deux rattachés au VHP. Les membres du VHP et du Bajrang Dal sont parfois impliqués dans des incidents violents, notamment avec des communautés musulmanes, citadines ou villageoises, au nom de la protection de la vache.

La distinction juridique entre Bajrang Dal, VHP et RSS permet formellement à ce dernier de conserver sa façade officielle non-violente.



Influence des missions chrétiennes - Centre de pèlerinage de Velankanni qui fait mémoire d'apparitions de la Vierge à des enfants à la fin du 16e s

À côté de ces associations d'activistes soutenant et diffusant sa propagande, le RSS suscite dans les années 50 un parti politique, le *Bharatya Jana Sangh* ou *Jana Sangh* (Association du peuple indien). Dans cette période 50-70, le BJS ou JS peine à trouver une audience, tant le réseau des notables traditionnels affiliés au Congrès contrôle l'électorat et défend des idées proches des siennes, par exemple la protection de la vache. La première percée électorale du BJS se produit en 1977 lors de la première mise en minorité du Congrès à la Lok-Sabha.

Le Bharatya Janata Party (BJP)

L'échec politique de la coalition issue des élections de 1977 amène en 1980 la création d'un nouveau parti, le *Bharatya Janata Party* (BJP - Parti du peuple indien) qui adopte tout d'abord une attitude nationaliste modérée, propre à faciliter son intégration dans le jeu politique du moment. La propagande agressive vis-à-vis des musulmans, soutenue par le RSS est alors confiée au VHP qui prend comme thème central, la contestation à propos de la mosquée d'Ayodhya dont les nationalistes et religieux hindous intégristes demandent le remplacement par un temple dédié au dieu Ram. La mosquée est en effet supposée avoir été édifée par le premier empereur moghol Babur sur le site du temple hindou qui marquait le lieu de naissance légendaire du Dieu Ram, un des avatars de Vishnou.

Cette propagande est d'abord occultée par les évènements tragiques d'Amristar qui mettent fin au mouvement indépendantiste des sikhs du Penjab et provoquent l'assassinat d'Indira Gandhi. La disparition dramatique d'Indira Gandhi cause un fort mouvement de l'électorat en faveur du Congrès qui remporte les élections de 1985. Lors des élections de 1989, le VHP relance l'agitation sur le thème de la mosquée d'Ayodhya suscitant de nombreuses émeutes entre communautés hindoue et musulmane. En 1990, le président du BJP appuie cette agitation; certains de ses sympathisants prennent alors d'assaut la mosquée d'Ayodhya, entraînant une répression qui fait plusieurs morts. Profitant du fait que le BJP est au pouvoir dans l'État de l'Uttar Pradesh, les nationalistes hindous, en particulier des militants du Bajrang Dal, démolissent la mosquée en décembre 1992. Ces tensions meurtrières entre hindous et musulmans ne sont pas défavorables aux performances électorales du BJP qui recueillent entre 1989 et 2009 de 20 à 25 % des suffrages exprimés aux élections du Lok-Sabha. Et, en 2014, le BJP avec à sa tête Narendra Modi remporte la majorité des sièges du Lok-Sabha.

Le succès du BJP en 2014 est la conséquence de la perte progressive d'influence du Congrès dans l'électorat indien. Cette perte d'influence a plusieurs causes. Les Indiens musulmans votant majoritairement pour le Congrès, le BJP accuse le Congrès de prendre des mesures favorables aux musulmans au détriment des hindous. Plus décisive est la démocratisation de la société indienne qui conduit à l'affaiblissement de l'emprise des notables locaux sur l'électorat des basses castes et des dalits. Constituant près de 50 % de la population indienne, ces basses castes se mettent à voter pour des représentants politiques issus de leurs rangs; ceux-ci passent de $\approx 5\%$ des membres du Lok-Sabha dans les années

1950 à $\approx 25\%$ dans les années 1990-2000. Parallèlement, dans les états dravidiens du sud de l'Inde, comme le Tamil Nadu, s'implantent des partis politiques locaux, certains fondés par des dissidents du Congrès.



*Communauté basse caste à Garuvapalem
(Andhra Pradesh, photo VRO)*

Le Congrès subit aussi les conséquences de divers scandales de corruption, comme celui lié à l'attribution des licences de téléphonie mobile, en 2007-2010, qui implique le ministre des télécommunications (la fraude atteint des milliards d'euros) ou encore ceux liés aux contrats d'acquisition d'armement.

Ce qui compte enfin dans l'échec électoral du Congrès en 2014, est le désarroi des classes pauvres face au partage des bénéfices de la rapide, quasi exponentielle, croissance économique entre 1990 et 2014. Cette croissance peut être mise au crédit des politiques économiques libérales menées par les gouvernements de cette période. Mais, comme ailleurs, ce libéralisme fait que les principaux bénéficiaires de la croissance sont les classes aisées et moyennes. Même si le niveau de vie des classes pauvres progresse, celles-ci demeurent soumises à de dures et instables conditions de travail, et le chômage demeure important. Ces électeurs pauvres principalement issus des basses castes rendent le gouvernement de Manmohan Singh responsable de leur condition économique.

Narendra Modi, de militant du RSS à premier ministre de l'Inde

C'est dans cette situation sociale, politique et économique que pour mener la campagne électorale de 2014, le BJP nomme Narendra Modi. Cette nomination est due essentiellement à sa gouvernance de l'État du Gujarat.

Narendra Modi est né en 1950 dans un village du Gujarat dans une famille de caste Gahanchi dont le métier traditionnel est la fabrication et la vente d'huile de table. La famille de Modi gère aussi une échoppe de thé. Narendra Modi rejoint à l'âge de 8 ans la *shakha* local du RSS, la seule à proposer des activités extra-scolaires pour les jeunes. Narendra Modi pense un temps avoir une vocation d'ascète hindou et se rend dans un ashram de l'Himalaya où il renforce sa conviction (typique des membres du RSS) de la nécessaire fusion du patriotisme, de la culture indienne et de la religion hindoue. Dans les années 60, il devient permanent du RSS. Il commence par s'impliquer dans un mouvement étudiant local anti-corruption, puis passe dans la clandestinité pendant l'état d'urgence 75-77, lorsque des permanents du RSS sont arrêtés.



Narandra Modi

En 1981, il devient coordinateur pour le Gujarat des associations et syndicats liés au RSS, une responsabilité où il fait preuve de ses talents d'organisateur. En 1987, repéré par le président du BJP, il est promu à un

poste clef de l'organisation du parti au Gujarat. Il y organise nombre de manifestations du BJP à la suite de violences entre hindous et musulmans. Il participe également en tant qu'organisateur, au Gujarat et aussi au niveau national, aux manifestations pour le remplacement de la mosquée d'Ayodhya par un temple dédié au dieu Ram.

Dans ces années 80-90, Modi parcourt le Gujarat pour faire élire les candidats du BJP ; cette stratégie politique remporte un plein succès : en 1995 pour la première fois, le BJP est majoritaire à l'assemblée de l'État du Gujarat. Mais les chefs du BJP entrent en rivalité pour l'attribution des postes gouvernementaux et le BJP perd sa majorité entre 1995 et 1998. En 1995, à l'initiative de la direction nationale du BJP, Modi quitte Ahmedabad pour Delhi, où il poursuit sa montée dans la hiérarchie du parti. En 2001, le chef du gouvernement BJP du Gujarat, en poste depuis 1998, démissionne pour raisons de santé et Modi accepte de le remplacer. Quelques jours après la nomination effective de Modi, au début de 2002, divers incidents opposent hindous et musulmans. Un train dont une partie des voyageurs revenait d'une manifestation à Ayodhya, est attaqué dans une gare ; l'émeute fait près de 60 victimes hindoues. Modi laisse entendre que l'attaque était préméditée. Selon plusieurs témoignages, la police de l'État n'intervient que tardivement et les émeutiers hindous se livrent à de sauvages agressions envers la communauté musulmane. On dénombre 1000 à 2000 morts et des milliers de déplacés dans tout le Gujarat. Dans ce contexte d'affrontement entre hindous et musulmans, le BJP et Modi décident d'avancer la date des élections prévues pour 2003. La campagne électorale est centrée sur les menaces que représentent les affrontements entre communautés religieuses et les élections

donnent au BJP une large majorité. Modi est nommé chef du gouvernement du Gujarat et le restera jusqu'en 2014.

Pendant ces onze années, Modi va tenir, pour conserver sa base électorale, un discours et une stratégie de communication que les analystes politiques qualifient de populistes. Le terme est pris dans le sens d'un homme politique qui, bien qu'appuyé par un parti, se veut perçu non seulement comme un élu, mais comme incarnant le peuple dont il est lui-même issu et dont il se dit le défenseur vis-à-vis de l'élite dévoyée que sont, selon lui, les dirigeants et membres du Congrès. Pendant ces années 2003-14, qui sont celles du gouvernement de Manmohan Singh, Modi accuse le Congrès de mener une politique discriminatoire vis à vis du Gujarat. Il se pose en défenseur de la majorité hindoue, selon lui menacée, fait l'éloge de la culture hindoue, de l'alimentation végétarienne, participe aux pèlerinages et aux cérémonies hindous, se faisant ainsi au Gujarat le promoteur zélé de l'Hindutva. Modi prend également conscience de l'importance de l'Internet et des téléphones mobiles pour la diffusion de ses messages électoraux et politiques.

Un développement économique bénéficiant

aux plus pauvres est une des promesses du gouvernement Modi. En pratique, ce dernier mène une politique libérale favorable aux entrepreneurs : embauche sur des contrats précaires, mise à disposition de terrains viabilisés par l'État, facilités offertes aux grandes entreprises indiennes. La paysannerie bénéficie, pour l'irrigation, de la mise en service, au moment où Modi accède au pouvoir, d'un important barrage. Pendant ces années Modi, le taux de croissance du Gujarat est d'environ 10 % chaque année. Même si les emplois ne progressent pas à ce rythme et les salaires des plus pauvres stagnent, ce développement de l'activité économique, ainsi que son parti pris systématique en faveur de la communauté hindoue, contribuent à donner à Modi une stature nationale. Modi devient une figure politique majeure du BJP que ne peuvent méconnaître le RSS et ses mouvements militants pour l'Hindutva comme le VHP et le Bajrang Dal. Ainsi en 2013, il est nommé au Bureau Parlementaire du BJP puis président du Comité Central pour la campagne électorale en vue des élections nationales de 2014, malgré l'opposition de la vieille garde du BJP et des partis politiques alliés qui visent, eux, un succès électoral permettant la formation d'un gouvernement de coalition.

Du succès électoral du BJP et de Modi en 2014 à son renouvellement en 2019

De septembre 2013 à avril 2014, Modi mène la campagne électorale du BJP sur un mode très personnel, il tient 437 meetings, pour certains amplifiés par le recours à une diffusion en 3 dimensions par la technique des hologrammes, martelant ses attaques contre le Congrès, et mettant en avant la croissance économique du Gujarat sensée dépasser celle qu'avait réalisée dans le reste de l'Inde le gouvernement de Manmohan Singh. Cette campagne est orchestrée par

des équipes de communication coordonnées par le Bureau National des Opérations numériques du BJP dont le chef est un expert en technologie de l'information formé aux États-Unis. Ainsi les meetings du BJP, transmis sur une chaîne TV dédiée, donnent immédiatement lieu à des clips diffusés sur YouTube et à des dizaines de milliers de tweets quotidiens sur Twitter. Cette centralisation sur la personne de Modi est manifeste dans le slogan "Voter pour un

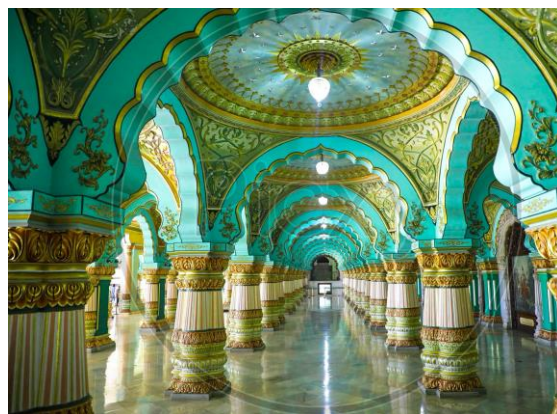
candidat BJP, c'est voter pour moi [Modi]". Au cours de la campagne, les provocations de candidats BJP à l'égard des musulmans ne manquent pas ; ces candidats, mis en cause par la police dans des violences qui, en août 2013, font 55 morts et provoquent la fuite de milliers de personnes, sont qualifiés par Modi de héros.

Comme au Gujarat, cette stratégie d'utilisation massive des médias, de dénigrement du Congrès, de provocations vis à vis de la communauté musulmane dénoncée comme menaçante, de promotion de l'Hindutva et enfin de personnalisation de l'élection sur la personne de Modi s'avère payante. Le BJP obtient pour la première fois une courte majorité au Lok-Sabha permettant à Modi de devenir premier ministre sans avoir besoin de recourir à un gouvernement de coalition.

Ce succès électoral ouvre au RSS, au VHP et aux organisations qui leur sont liées, la possibilité de développer leur entreprise de transformation de l'Inde en Hindu Rahstra, avec la tolérance, sinon l'appui du gouvernement fédéral de Delhi, l'Hindutva étant au pouvoir. Dans son gouvernement, Modi nomme des personnalités nationalistes, certaines s'affichant ouvertement hindoues, il nomme un ministre chargé de la promotion du yoga et de la médecine ayurvédique... Les États où le BJP est au pouvoir s'engagent dans une surenchère pour la protection de la vache : abattage de vache et possession de viande bovine peuvent conduire à des peines de prison de dix ans et des amendes de centaines de milliers de roupies.

Les débats sur la substitution de la dénomination traditionnelle Bharat à l'appellation India et sur la sécularité incluse dans la Constitution reprennent. Le RSS, maintenant favorablement consulté par les administrations, voit se réaliser son projet d'être le guru qui, auprès du roi, était le garant de son orthodoxie hindoue, selon une

vue très idéalisée des anciens royaumes indiens.



*Palais du maharaja de Mysore (fin 19^e s.)
(La première construction, par le 1^{er} raja de Mysore, remonte au 14^e s.)*

Ce tournant intégriste hindou de l'administration fédérale indienne est manifeste avec la création par le ministre de la Culture d'un comité chargé de réécrire l'histoire de l'Inde. Selon les nationalistes et le BJP, la version alors en vigueur contient nombre d'erreurs : elle n'attribue pas de réalité historique aux épopées indiennes, présente favorablement les royaumes musulmans et l'empire Moghol, attribue un rôle trop important à Gandhi et Nehru dans le mouvement anti-colonial... Les manuels scolaires réécrits vont jusqu'à ne mentionner ni Nehru, ni l'assassinat de Gandhi. Dans le domaine des Sciences, un secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur nie la validité de la théorie de l'évolution, soutient que l'avion est une invention indienne, tandis qu'un ministre BJP de l'Assam déclare que les malades du cancer paient pour leurs péchés.

Toutes ces actions et décisions ont pour but de mettre en oeuvre l'Hindutva afin de parvenir à l'Hindu Rashtra, la nation hindoue, où un Indien devrait être identiquement un hindou. Une telle vision de l'Inde ne peut s'accompagner que d'une marginalisation des minorités : les musulmans, mais aussi les chrétiens, les athées, les sociétés tribales. Pour les chrétiens, cette entreprise de dénigrement s'étend à des figures jusque-là bien reçues

de la société indienne. Yogi Adityanath, devenu premier ministre de l'Uttar-Pradesh en 2017, déclare : [Mère] « Teresa était partie prenante d'un complot visant à christianiser l'Inde. La christianisation a déjà conduit à des mouvements séparatistes dans le Nord-Est, comme l'Arunchal Pradesh, le Tripura... » Également en 2016, un dirigeant du RSS adresse une lettre ouverte au pape Benoît XVI pour dénoncer le caractère immoral du prosélytisme chrétien. Vis à vis des musulmans, cette mobilisation de l'opinion est constante. Ses aspects particulièrement détestables sont les pressions morales et parfois physiques exercées sur les jeunes femmes hindoues qui épousent un musulman pour qu'elles se séparent de leur mari, ainsi que les violences récurrentes contre les musulmans au nom de la protection de la vache. Les ONG indiennes et étrangères voient leur financement international très surveillé. Les défenseurs des tribus font également l'objet d'attaques.

Mais les minorités ne sont pas seules à être dénoncées pour leur pratique non-hindoue et leur position anti-hindutva ; les mouvements et personnalités qualifiés de libéraux le sont aussi. Ainsi Arundathi Roy, écrivain et critique de l'establishment politique indien, est victime d'une fausse nouvelle qui lui attribue une interview avec un journaliste pakistanais où elle aurait tenu des propos défavorables à l'armée indienne. Les nationalistes hindous inondent les réseaux sociaux de fausses nouvelles. Plusieurs sites Internet se sont spécialisés dans la dénonciation de ces informations mensongères. Les journalistes vedettes de la télévision et acteurs connus pour leur opposition à la politique de Modi sont la cible d'attaques répétées. L'assassinat en 2017 de Gauri Lankesh, journaliste connue pour ses prises de position en faveur des femmes, de la liberté de la presse et son opposition au système des castes et à la politique d'Hindutva, témoigne que ces menaces sont d'une extrême réalité.

Conclusion



Triomphe du BJP aux élections de mai 2019 (Journal La Croix)

Utilisant la même propagande électorale en 2019 qu'en 2014, et bénéficiant du contrôle de l'appareil d'État, Modi et le BJP renouvellent en l'amplifiant leur succès de 2014. Le coût de cette campagne massivement appuyée sur les médias (internet et téléphones mobiles) est estimé

à plusieurs milliards de dollars. Bénéficiant au Lok-Sabha d'une large majorité et s'appuyant sur les États gouvernés par le BJP, soit seul, soit avec des partis alliés, Modi et le BJP, soutenus par le RSS, disposent de très larges moyens institutionnels pour poursuivre leur politique d'Hindutva.

En dehors de cette politique culturelle et sociale nationaliste, le gouvernement de Modi a continué la politique économique libérale des récentes décennies. L'Inde poursuit une croissance économique au taux annuel d'environ 7 %, lorsque le PIB est pris comme référence. Au cours de son premier mandat, le gouvernement de Modi a effectué une opération spectaculaire, consistant à retirer de la circulation monétaires les billets de 500 et 1000 roupies, dans le but déclaré de lutter contre l'économie parallèle. Cette opération a été la cause de difficultés importantes pour les Indiens (notamment ceux ne disposant pas de compte bancaire) et d'un ralentissement momentané de la croissance économique tandis que l'objectif de marginaliser l'économie parallèle s'est finalement avéré hors d'atteinte.

Le gouvernement Modi s'est empressé d'abroger les dispositions ambitieuses en faveur de l'enseignement prises par le gouvernement de Manmohan Singh. Le financement de l'enseignement secondaire et universitaire par l'État fédéral est réduit (chaque État pouvant, en principe, compenser cette réduction). Est aussi mis en place un nouveau mode de financement des universités (fondé sur l'allocation de prêts dont les universités remboursent le capital et le gouvernement paie les intérêts) qui entraîne une augmentation importante des frais de scolarité. La politique économique,

enseignement mis à part, est, dans les faits, peu différente de celle menée pendant dix ans par le Congrès : pas de réduction des très fortes inégalités de revenus, ni des dures conditions de travail des moins favorisés. Quelques analystes ont pensé qu'elle pourrait faire perdre à Modi les élections de 2019, une prédiction qui s'est avérée erronée.

Cette erreur est sans doute due à une sous-estimation de la désaffection envers le modèle culturel individualiste cosmopolite promu par la mondialisation actuelle, désaffection qui assure pour une part dans l'opinion indienne le succès de l'Hindutva. Avec son idéal d'individu prompt à questionner les traditions et dont la réussite dans une société de compétition se mesure à l'échelle de ses revenus, ce modèle élitiste remet en cause l'ordre social traditionnel indien où chacun acquiert place et identité par sa naissance. Ce point de vue est bien développé et analysé dans l'ouvrage récemment traduit de l'essayiste et journaliste indien Pankaj Mishra : *Age of Anger*. Mais nombre d'Indiens sont fermement opposés à ce projet de Modi et de ses alliés de transformer l'Inde en Hindu Rashtra, tant il paraît nécessaire pour la liberté et la dignité de tous les Indiens, que les idéaux démocratiques et laïcs constitutionnels de l'Inde indépendante soient préservés.

پښتني ښوونځي

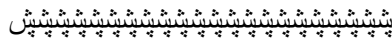
NB. Cet article a été rédigé en se fondant essentiellement sur deux livres :

L'Inde contemporaine, de 1950 à nos jours. Ouvrage collectif sous la direction de Christophe Jaffrelot, publié en 2006, par la Librairie Arthème Fayard et le Centre d'études et de recherche internationale (CERI) de Sciences-Po et du CNRS.

L'Inde de Modi, national populisme et démocratie ethnique par Christophe Jaffrelot, publié en 2019, par la Librairie Arthème Fayard et le CERI.

Depuis la rédaction de cet article, le gouvernement de Modi poursuit activement sa politique d'*Hindutva*, tant au Cachemire, que par le vote, le 9 décembre dernier, d'une loi discriminatoire pour les musulmans de l'Inde, loi qui a donné lieu à de nombreuses protestations dans tout le pays.

Ces événements récents sont résumés ci-dessous à partir d'extraits d'articles publiés dans le journal La Croix.



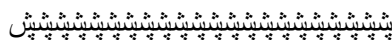
10 décembre 2019

L'Inde laïque ébranlée par un projet de loi controversé

Tard dans la nuit, lundi 9 décembre, les députés de la Chambre basse ont âprement débattu d'un projet d'amendement constitutionnel polémique (*Citizenship Amendment Act* ou CAA) sur l'attribution de la citoyenneté, que l'opposition a tenté, en vain, de contrer. Cet amendement entend naturaliser officiellement les Indiens des minorités religieuses originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh qui, pour la plupart, vivent en Inde depuis longtemps. À l'exception toutefois des musulmans, qui resteront sans papiers, donc susceptibles, en théorie, d'être arrêtés. Ce texte a été introduit par le ministre de l'intérieur Amit Shah, vêtu pour l'occasion d'une

veste safran, la couleur du puissant Parti du peuple indien (BJP), le parti nationaliste hindou du premier ministre Narendra Modi. Adopté par 311 voix contre 80, il doit à présent être voté par la Chambre haute.

Les députés de l'opposition ont dénoncé une atteinte inédite aux principes d'une Inde fondée en 1947 sur l'égalité des religions. Dans l'hémicycle bondé, leur émotion était vive, c'est leur vision de l'Inde qu'ils sentent attaquée : « *L'Inde devient-elle un État hindou ?* », a demandé un représentant à Amit Shah. « *Quel message êtes-vous en train d'envoyer aux musulmans ?* », s'est indigné un autre.



Pourquoi cet amendement a-t-il provoqué une telle opposition ?

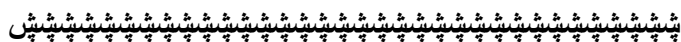
C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En août, l'Inde a révoqué le statut d'autonomie du Cachemire, seule région à majorité musulmane du pays. En novembre, la Cour suprême a autorisé la construction d'un grand temple hindou à Ayodhya, sur l'emplacement d'une mosquée démolie en 1992 par des hindous. Enfin, l'État de l'Assam a mis à jour son registre de la nationalité, en demandant aux habitants de prouver qu'ils étaient Indiens avant la constitution du Bangladesh voisin en mars 1971. Une mesure prise pour répondre à la peur des habitants de cet État de se voir diluer dans une population bengali. Près de deux millions de personnes – pas seulement musulmanes – n'ont pu prouver leurs racines indiennes.

La mise à jour des registres de citoyenneté à l'échelon national est une ambition affichée par des membres du BJP. Mais plusieurs États indiens ont

déclaré s'y opposer, ce qui est leur droit.

« L'une des craintes avec cette loi, c'est que cela débouche sur une autre promesse de campagne du gouvernement, à savoir le Registre national de citoyenneté. » Il s'agirait d'un recensement au cours duquel les résidents indiens devraient prouver leur citoyenneté sous peine d'être déclarés étrangers, et par extension apatrides. Dans une tentative de conciliation, le chef du gouvernement a assuré dimanche 22 décembre aux 200 millions de musulmans indiens qu'ils « n'ont pas à s'inquiéter » et qu'aucune discussion sur le sujet n'était en cours.

Mais le discours ne semble pas prendre. Lundi 23 décembre, le parti de Narendra Modi a perdu l'élection dans le Jharkhand (est), un État clé acquis jusque-là au BJP. C'est le 5^e État à basculer de l'autre côté de l'échiquier politique depuis un an.



Assemblée générale de Demains
Samedi 16 mai 2020,
à BOUCHEMAINE (49080), Salle Chevrière
Renseignements : Jean-Pierre Rossignol
15 rue de l'Aumônerie, 49080 BOUCHEMAINE
contact@demains.org



Association de solidarité internationale aide, au Nicaragua et en Inde, des associations locales engagées dans des démarches de développement avec les populations. Ces associations sont situées en milieu rural et interviennent dans les domaines de la santé, de l'agriculture de subsistance et de l'éducation.

DEMAINS s'inscrit dans un mouvement de solidarité humaine respectant les valeurs humanistes, et se positionne dans des démarches de développement durable.

DEMAINS agit grâce au soutien de ses adhérents et de ses contributeurs.

*N'oubliez-pas de faire parvenir votre soutien à notre trésorière
Chèque à l'ordre de DEMAINS adressé à :
Aubierge Bacqué 39 route de l'Echelette, 07170 LUSSAS*

*Faites connaître DEMAINS autour de vous
Invitez vos amis et connaissances à nous rejoindre et nous soutenir.*